

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Colloque d'histoire antillaise CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LITTÉRAIRE DE POINTE-À-PITRE (25-28 avril 1969)

Numéro 11-12, 1969

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056263ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056263ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1969). Colloque d'histoire antillaise : CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LITTÉRAIRE DE POINTE-À-PITRE (25-28 avril 1969). *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (11-12), 7-10. <https://doi.org/10.7202/1056263ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1969

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Colloque d'histoire antillaise

CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LITTERAIRE
DE POINTE-A-PITRE
(25-28 avril 1969)

Du 25 au 28 avril 1969 s'est tenu à Pointe-à-Pitre un colloque d'histoire antillaise sur le thème du *passage de la Société esclavagiste à la Société post-esclavagiste aux Antilles au XIX^e siècle*. Il s'agissait pour les chercheurs venus de Jamaïque, de Trinidad, de la Martinique, de faire un bilan provisoire et non exhaustif des recherches portant sur les transformations des Sociétés antillaises au XIX^e siècle.

Neuf communications ont été présentées au cours de ce colloque :

Pour le docteur Bangou, l'abolition de l'esclavage aux Antilles s'inscrit dans le cadre de l'évolution de l'économie capitaliste au XIX^e siècle. Une comparaison entre les différentes Antilles permet de dégager des modalités différentes. Ainsi à Cuba l'abolition officielle et tardive (en 1886) n'entraîne pas de bouleversements économiques. Elle ne fait qu'entériner les structures socio-économiques capitalistes qui se sont mises en place tout au long du XIX^e siècle.

Dans les îles anglaises et françaises, l'abolition donne le coup de grâce à l'économie sucrière traditionnelle qui n'a pas le temps de se transformer en économie capitaliste moderne. Avec toutefois des rythmes et des modalités différentes. Dans les îles anglaises le système de l'apprentissage n'est qu'un pis-aller ; la concurrence du sucre indien, le manque de capitaux aboutissent à l'élimination des petites propriétés et à la concentration de la production entre les mains du capital bancaire et industriel qui impose l'immigration. Dans les îles françaises la période post-abolitioniste voit naître à la fois un morcellement de la propriété et une concentration parallèle en grands domaines dont la formation s'accélère avec l'introduction des banques.

Le docteur Châtillon, MM. Cléach (assistant au C.E.S.L.) et Woodwill Marshall (Université des Indes Occidentales) étudient l'attitude des administrations coloniales face à la suppression de l'esclavage.

a) Le docteur Châtillon montre que l'expérience de l'abolition de l'esclavage dans les Antilles anglaises a été suivie avec intérêt par les administrateurs des Antilles françaises. Il est significatif de retrouver parmi les commissaires royaux chargés d'étudier cette expérience le futur gouverneur Layrle qui en 1848 signera en Guadeloupe l'acte d'émancipation. Ces commissionnaires royaux ont su discerner les problèmes fort différents qui se sont posés dans les Antilles anglaises : contraste entre la Barbade où les Noirs libérés ne disposaient pas de terres vierges à défricher et à exploiter, et Trinidad ou la Jamaïque. Il en résulte parfois un point de vue pessimiste sur une abolition éventuelle à la Guadeloupe et à la Martinique, en ce qui concerne la question de la main-d'œuvre.

b) M. Cléach (assistant au C.E.S.L.) étudie les difficultés d'une administration abolitionniste, celle du gouverneur Gâtine, désireux de maintenir dans les conditions nouvelles créées par l'abolition, l'ordre et le travail. Mais cette administration est critiquée et attaquée par les milieux hostiles à l'émancipation. L'évolution de la Métropole après les journées de juin est décisive et, dès septembre 1848, le groupe des administrateurs libéraux doit quitter la Guadeloupe.

c) Dans les Antilles anglaises, après la suppression de l'esclavage s'instaure un système de transition, celui de l'apprentissage. M. Woodwill Marshall (Université des Indes Occidentales, Mona, Jamaïque) étudie la suppression de ce système sous l'action de certains administrateurs, tel le gouverneur Mac Gregor de la Barbade. La disparition de l'apprentissage résulte de décisions d'assemblées locales des différentes îles et non d'une mesure prise par la Métropole.



Dans quelle mesure les structures économiques, les rapports sociaux, les institutions locales sont-ils modifiés par la perspective de la disparition de l'esclavage et par l'abolition elle-même ?

a) M. Buffon, enseignant à l'Institut Vizios, considère que le système bancaire des Antilles françaises se modifie profondément après l'abolition de l'esclavage. Le fait essen-

tiel est l'introduction du Crédit foncier colonial qui par ses prêts, entretient les colons dans une sécurité trompeuse jusqu'à la crise sucrière de la fin du siècle. Les colons seront victimes de conditions de crédit auxquelles, par suite de leurs traditions d'endettement, ils ne seront pas prêts à faire face.

b) A Cuba, où après la perte de Saint-Domingue par la France, s'est développée une économie esclavagiste, le *péril noir* (proximité de la République noire d'Haïti, nombre des esclaves cubains) continue à ralentir la lutte pour l'indépendance. La littérature cubaine évoque fréquemment le sort des esclaves et des hommes de couleur libres (communication de M. Yacou, assistant au C.E.S.L.).

c) Le thème de l'opposition des races n'apparaît pas toujours déterminant dans la genèse des regroupements politiques ou des conflits sociaux dans la Martinique post-abolitionniste. En 1849, Bisette, notable de couleur, pratique une politique d'alliance avec les Blancs créoles : entente des propriétaires, des « amis » de l'ordre qui conservent une forte influence sur les masses rurales. En 1870, devant l'insurrection du sud, insurrection de *cultivateurs*, les notables de couleur des villes (Saint-Pierre, Fort-de-France) se retrouvent pour un temps dans le même camp que les Blancs créoles : le camp de la défense de l'ordre. Cependant la véritable nature des conflits apparaît souvent masquée par des motivations raciales héritées de la période esclavagiste (M. Adélaïde, assistant au C.E.S.L.).

d) M. Neville Hall (San Augustine, Trinidad) étudie le système judiciaire de la Barbade, à la veille de l'émancipation. Ce système judiciaire est essentiellement entre les mains des grands planteurs qui en font un des moyens de leur domination sur les petits blancs et les hommes de couleur libres. Cependant ces derniers tendent de plus en plus à affirmer leurs droits au début du XIX^e siècle.



Les problèmes de la diffusion de la culture sont étudiés dans la communication de M. Campbell (San Augustine, Trinidad) se rapportant à la Jamaïque. Les obstacles à l'éducation populaire tiennent à la nature même de la structure sociale de l'île. Les grands planteurs, maîtres de la législature locale, se désintéressent de l'éducation. L'action des sectes protestantes, celle des Méthodistes en particulier, apparaît notable. Les hommes de couleur, peu à peu représentés au

sein de la législature, essaient d'y faire triompher le principe d'une éducation populaire.



Les discussions qui eurent lieu après les divers exposés permirent de dégager un certain nombre de conclusions et de directions éventuelles de recherche.

a) Similitude de l'évolution historique des Antilles en dépit de la différence des statuts politique. Le décalage chronologique des diverses abolitions constitue d'ailleurs un facteur d'influence réciproque : fuites d'esclaves de la Guadeloupe ou de la Martinique vers les îles anglaises, par exemple.

b) Le rôle des administrations coloniales de la période de suppression. Une étude des hommes, de leur origine, de leur idéologie apparaît nécessaire.

c) Le rôle des hommes de couleur libres avant et au moment de la suppression de l'esclavage. Pour les Antilles françaises, l'attention a été attirée sur l'existence d'un courant abolitionniste chez les hommes de couleur libres résidant en France, les caractères, les limites de ce courant abolitionniste, les rapports entre ces hommes de couleur libres et leurs congénères restés aux îles.

d) A propos de la suppression de l'esclavage, a été évoquée la question de la rentabilité du travail de l'esclavage dans la première moitié du XIX^e siècle. L'abolition de l'esclavage n'est pas seulement une mesure d'inspiration humanitaire, mais constitue peut-être une tentative, de la part des bourgeoisies métropolitaines, de rationaliser une économie devenue routinière et archaïque.

e) La question de la crise sucrière : elle apparaît bien plus précoce dans les Antilles anglaises que dans les Antilles françaises. Il semble d'ailleurs que le capitalisme anglais se soit moins intéressé à ses colonies des Antilles, au XIX^e siècle, que le capitalisme français : la Guadeloupe et la Martinique sont des zones d'exportations de capitaux (création des usines centrales. implantation du Crédit foncier colonial) sous le Second Empire. L'attention des chercheurs a été attirée sur les causes de ces différences.

Une rencontre de travail a permis de faire le point sur les travaux en cours et de prévoir des échanges de publications et des rencontres.

